



Comac, le mouvement étudiant du PTB, a réservé un café proche de l'ULB pour recevoir « la tournée de Raoul » le 22 novembre dernier.

© HATIM KAGHAT.

Trois questions à Jean Garriges

Pensez-vous que le PTB peut constituer un danger pour la démocratie ?



Ce serait un jugement un peu trop caricatural. C'est vrai que nous sommes dans une période de fatigue démocratique avec polarisation vers les extrêmes, de droite ou de gauche, et une logique de remise en question du modèle libéral parlementaire, mais cela ne s'articule pas avec des éléments de remise en question de la démocratie. Et ce même s'il y a une volonté claire de changer la société ! Le PTB reste dans le champ démocratique et m'apparaît beaucoup moins dangereux que La France insoumise (dont les provocations verbales du leader font parfois douter de son attachement démocratique) parce qu'il a des comportements moins aléatoires et qu'il répond à quelque chose de plus classique dans l'histoire de la gauche européenne.

Même dans leur rejet du parlementarisme tel qu'il fonctionne aujourd'hui ? Il y a, chez les mouvements d'extrême gauche, une contestation historique du rôle que joue le Parlement dans une démocratie libérale (avec une forme bourgeoise et donc anti-populaire). Ce n'est pas nouveau. Le parti communiste, déjà, insistait sur sa fonction tribunitienne et utilisait d'autres moyens comme les manifestations ou les grèves pour se faire entendre.

Comment qualifieriez-vous le PTB ?

On a affaire à un parti qui, dans son expression, ressemble plus au parti communiste des années 60. C'est un parti de classes avec une opposition de classe contre classe. Avec un centralisme démocratique, la volonté de se faire entendre à travers des organisations périphériques (comme les syndicats ou la Manifesta qui ressemble à la fête de l'humanité) et des élus qui revendiquent être des apparatchiks avec cette idée de reverser les émoluments au parti.

S.V.D.V.

Le PTB reste dans le champ démocratique et m'apparaît beaucoup moins dangereux que La France insoumise

Jean Garriges
Historien français, spécialiste des mouvements de gauche et d'extrême gauche

”

re avec notre démocratie

plutôt que le parlement, le gouvernement, etc.

Delwit. « Pour le PTB, ce n'est pas là que les choses se passent, elles se passent dans la construction du rapport de forces extra-institutionnel. »

Selon le PTB, le Parlement et son blocage éventuel ne peuvent se concevoir sans un contre-pouvoir : la mobilisation populaire. « La rue a plus de poids que le Parlement pour défendre ses droits sociaux et démocratiques par rapport au contre-mouvement réactionnaire », explique Raoul Hedebouw. A Charleroi, le militant Christian abonde dans le même sens : « Regardez les combats des dernières années comme la loi anti-casseurs ou le fonds blouses blanches, c'est grâce à la mobilisation de la rue que ces lois ont été freinées ou sont passées. »

2 Moins de députés, moins de ministres, moins de salaire

Ce n'est un secret pour personne : le PTB veut moins de personnel politique et surtout que celui-ci soit beaucoup moins payé. Ce que les élus PTB s'appliquent à eux-mêmes, le surplus étant versé dans les caisses du parti. C'est un discours qui flatte l'opinion, les politiques étant vus comme des privilégiés qui se gavent sur les dos du peuple. « Le PTB entretient une image qui voudrait que les politiques soient parmi les mieux payés. C'est faux ! Je ne dis pas qu'ils ne sont pas bien payés mais dans l'échelle des rémunérations, ils ne sont pas parmi les mieux payés. Des footballeurs ou des chefs d'entreprise touchent des sommes bien plus élevées. C'est une manière d'entretenir du ressentiment envers les politiques quand bien même ils en font partie », pointe Pascal Delwit.

Au-delà d'une stratégie populiste, ces revendications du PTB ont une explication : dans la vision marxiste, les politiques ne viennent pas du peuple et apparaissent donc comme les marionnettes du système. Le 25 août, en lançant la campagne de « La Grande Enquête », Raoul Hedebouw n'hésita d'ailleurs pas à dire : « Les gouvernements prennent des décisions dans leur bulle de la rue de la Loi, en s'appuyant

sur des bureaux de consultance hors des prix et des communications via des publicités payantes dans les journaux. » En bref : les politiciens vivent dans une tour d'ivoire et ne sont donc pas les alliés du peuple. « J'ai vu des attitudes très méprisantes de certains parlementaires vis-à-vis, notamment, du député wallon John Beugnies (ancien ouvrier dans une briqueterie, NDLR) qui, tout en étant perspicace et clairvoyant, arrivait avec son bon sens. Cela renforce l'idée que le Parlement est une tour d'ivoire. Ce n'est pas honnête, d'autant qu'on est des représentants du peuple », témoigne Alice Bernard.

Dans les assemblées, le PTB évite de frayer avec les collègues des autres partis, refusant même de boire un verre. « On ne veut pas se mêler pour ne pas être assimilés. On veut vivre comme les gens. Déjà qu'on ne paie pas le train... », ajoute Alice Bernard.

« Moi, mon modèle, c'est la Commune de Paris », continue Hedebouw. « Notre idée de salaires qui doivent être équivalents à ceux des travailleurs vient de là. Et ce n'est pas autant une question budgétaire qu'une question de démocratie. L'élu le fait par passion pour sa classe et vit selon les conditions de sa classe. »

3 Conserver la monarchie, « qui incarne l'unité du pays »

Pour un parti qui fait de l'égalité son mot d'ordre, et qui s'oppose à toute forme de privilège, la monarchie devrait être au centre des critiques. Et pourtant, on n'entend pas le PTB sur cette question. Pas un mot dans le programme ni le dernier congrès. « Fondamentalement, je suis républicain mais, pour nous, ce combat n'est pas une priorité, pas un dossier fondamental. Le Roi a une énorme qualité : il joue un rôle de ciment », lâche Germain Mugemangango. Si le PTB prend des gants avec la monarchie, au point d'en devenir allié (contre nature), c'est parce que celle-ci joue la même partition unitaire que lui. « Il y a des mots d'ordre qui sont liés à des contextes histo-

riques », explique Hedebouw. « Aujourd'hui, la maison royale incarne, aux yeux de l'opinion publique, l'unité du pays. Mettre la question de la monarchie dans la vitrine alors qu'il y a un danger de scission du pays en 2024 ne fait clairement pas partie de notre agenda. Cependant, on est pour une monarchie qui doit bosser comme tout le monde et on est donc pour la suppression de la dotation. »

4 Priorité au fédéral, au détriment des Régions

Le PTB privilégie le fédéral à tous les autres niveaux de pouvoir. Pour le parti marxiste, il faut refédéraliser les politiques de santé, de mobilité, d'énergie, d'eau, d'économie, d'emploi, des nouvelles technologies, les allocations familiales, le plan climat et la gestion des catastrophes naturelles. « Le centre de gravité de la décision politique doit revenir au niveau fédéral. La mise en œuvre de celle-ci et les applications concrètes adaptées aux réalités du terrain seront plutôt portées par les Régions », résume le congrès de 2021. Derrière cette préférence fédérale, il y a une question de réduction des coûts, de volonté d'efficacité, mais surtout une philosophie plus large. « Dans un territoire plus réduit, le mouvement ouvrier est affaibli. Dans un territoire plus petit, il est plus difficile pour les travailleurs de Liège, d'Anvers et de Bruxelles d'apprendre les uns des autres et de se renforcer mutuellement. On essaiera alors de les monter les uns contre les autres, d'attiser les préjugés de sorte qu'ils se replient sur eux-mêmes. L'histoire montre que ceux qui sont divisés ne peuvent pas gagner », ajoute le manifeste du congrès de 2021.

Autre problème pour le PTB : le financement. Le PTB estime que les leviers financiers pour mener sa politique se trouvent au fédéral. « La loi spéciale de financement instaure presque une mécanique automatique d'austérité à la Région », explique Hedebouw. « Donc, oui, le cadre des institutions est problématique. » Sans compter que selon Hedebouw « le ré-

gionalisme belge n'est pas un régime de coopération mais de concurrence » entre les différentes entités du pays.

En résumé : plus de fédéral et moins de régions. Ça, c'est pour l'aspect belge. Mais le PTB va plus loin puisque, selon le parti, si la classe des travailleurs veut peser sur le débat, elle doit même s'organiser au niveau européen.

5 Un parti unique ? « Non »

Pour marquer une césure avec les régimes communistes – et donc rassurer davantage ceux qui craignent un retour du communisme – le PTB ne compte pas instaurer le parti unique s'il arrive au pouvoir. « On défend la pluralité des idées », dit Raoul Hedebouw. Pour autant, cela ne veut pas dire que le parti d'extrême gauche est content avec le fonctionnement actuel qui donne trop de poids aux partis. « Le politique ne doit pas décider de tout. On veut donner de l'importance aux corps intermédiaires, comme les syndicats, mutuelles ou la FEF », expose Raoul Hedebouw. « Pas moins de partis mais moins de participation », ajoute-t-il.

A contrario, le fonctionnement interne du parti continue à poser des questions. Tout y est très codifié, régenté, et de nombreux élus, déçus, sont partis, critiquant « cette discipline et ce manque de transparence ». Les congrès se tiennent à huis clos, mis à part l'ultime séance, et les participants, triés sur le volet (sur les 25.000 membres, seuls 3.000 peuvent y participer), ont une interdiction de répercuter le contenu des échanges vers l'extérieur. Récemment, Raoul Hedebouw s'en expliquait : « Un petit désaccord se transforme très vite en rancœur et en guerre de clans, et nous essayons de l'éviter autant que possible. C'est pourquoi le PTB ne permet pas le droit de tendance car on sait très bien ce qui va se passer à long terme : je vais créer un courant, d'autres aussi, on va compter nos scores et puis chacun finira par créer son propre parti. » Un fonctionnement interne bien éloigné de la démocratie participative que prône le parti pour nos institutions.

ABONNÉS



Retrouvez le chapitre consacré à la police et à la justice, ainsi que la partie dédiée à la concertation sociale sur notre site internet.